



## Note de synthèse

### Atelier 1

### Des technologies innovantes au service de la gestion de l'eau dans le Sud

*L'atelier est animé par Pierre Fauré de l'association « Échanges Méditerranéens pour l'eau, la forêt et le développement » et Billy Troy, chef de projet Eau, Fondation FARM.*

*Y participent :*

- Hassan Kemmoun de CapRural*
- Marcel Kupper du CIRAD*
- Trois agriculteurs du Maroc*
- Chris Sherring, vice-président de la société WorldWater*

### **Economie d'eau pour tous : une expérience d'appropriation des systèmes de goutte-à-goutte au Maroc**

Projection du film « L'économie d'eau pour tous. »

Au Maroc, le prix de l'eau ne cesse d'augmenter et l'irrigation devient de plus en plus chère, conduisant à l'arrêt de certaines cultures et à l'épuisement des nappes phréatiques dans un contexte persistant de pénurie d'eau. L'installation de systèmes de goutte-à-goutte évite le gaspillage de l'eau et apporte régulièrement de l'eau aux cultures, en quantités suffisantes. Ces installations permettent d'augmenter les rendements, d'arrêter de puiser dans les nappes et deviennent rentables au bout de trois ans, notamment grâce à des subventions de l'État. Le bilan reste en dessous des attentes : 114 000 ha devaient être équipés ; or 34 000 seulement ont été reconvertis dont 25 000 dans le cadre de programmes nationaux antérieurs. Ce résultat est lié à des subventions trop basses et à une procédure trop compliquée. Pour l'améliorer, les subventions seront rehaussées et un nouveau projet destiné à l'aménagement de 45 000 ha a été lancé. Le goutte-à-goutte est installé sur des surfaces partagées par plusieurs exploitations qui appartiennent à la même coopérative. Les agriculteurs gèrent eux-mêmes la mise en place du système.

### **Cartes à puce et énergie solaire : le projet de WorldWater aux Philippines**

La technologie de pompage de l'eau installée par WorldWater aux Philippines est utilisée par les agriculteurs pour l'irrigation. Les utilisateurs du système disposent de cartes pour venir retirer l'eau comme ils le feraient à un distributeur. Des enquêtes ont bien montré que les Philippines étaient prêts à payer pour l'eau alors qu'ils étaient réticents à payer l'électricité. Le système de WorldWater s'adresse à des petites communautés. Chris Sherring a souligné l'importance de la participation de la communauté pour le bon fonctionnement du système. L'entretien et la collecte des données enregistrées dans les pompes est assurée par un technicien. Le système de WorldWater fait intervenir des banques locales pour la gestion des cartes. La communauté est grandement impliquée et veille au bon fonctionnement du système. Le pompage est plus économique grâce à son fonctionnement autonome par énergie solaire.

## Atelier 2

### Des techniques spatiales au service des pays du Sud

*L'atelier est animé par Gérard Begni, spécialiste Environnement et Développement Durable, CNES*

*Y participant :*

- *Youba Sokona, secrétaire exécutif de l'Observatoire du Sahara et du Sahel*
- *Didier Rigal, Responsable Développement Durable, Spot Image*
- *Olivier SÉNÉGAS, Chef d'unité UNOSAT*

400 à 800 millions d'êtres humains souffrent de la désertification et de l'appauvrissement des sols. Pour y faire face, des projets d'utilisation des données satellitaires sont développés en Afrique.

#### **Comprendre et suivre la désertification**

Youba Sokona, secrétaire exécutif de l'Observatoire du Sahara et du Sahel rappelle que deux questions sont très importantes en Afrique : celle de l'eau et celle de la dégradation des sols. Ces ressources naturelles sont surexploitées, entraînant l'appauvrissement de la population. Or, plus les populations sont pauvres, plus les ressources naturelles constituent leur seule richesse. La dégradation des sols par exemple représente un vrai problème : alors qu'en Afrique sub-saharienne on utilise 7 kilos de fertilisants par hectare, on en utilise 60 en Afrique du Nord et les sols en sont considérablement appauvris. Par conséquent, la superficie agricole diminue et entraîne des migrations de populations. En Afrique, les écosystèmes sont très fragiles et il est nécessaire d'avoir une compréhension technique et générale de leurs dynamiques. En Afrique sub-saharienne, le suivi de la désertification est particulièrement indispensable pour prendre des décisions et avoir des repères de comparaison. Dans cette optique, il est essentiel de disposer de systèmes d'information adéquats tels que le système d'alerte précoce à la sécheresse développé par l'OSS qui couple images satellites aux observations de terrain et combine données climatiques, géologiques et socio-économiques. Ces dernières sont particulièrement utiles à la définition de politiques à mettre en œuvre. Un système d'information est également indispensable pour l'évaluation de l'impact des politiques et des projets de développement sur l'état de la dégradation des sols.

#### **Des satellites pour la réduction de la vulnérabilité aux risques naturels**

Olivier SÉNÉGAS, chef d'unité à l'UNOSAT rappelle que ce programme opérationnel de l'Organisation des Nations Unies est conduit en collaboration avec un réseau d'agences spatiales.

L'UNOSAT travaille dans plus de 70 pays et mène des actions de cartographie rapide qui consistent à élaborer en quelques jours des cartes représentant les catastrophes naturelles, comme par exemple les tsunamis. Cet organisme travaille également à la mise en place de connexions Internet sur le terrain, car, comme le fait remarquer Olivier SÉNÉGAS, les populations les plus touchées par les catastrophes naturelles sont aussi celles qui ont le moins accès à des connexions internet.

Au Nicaragua, dans la région du Matagalpa, l'UNOSAT a développé des ressources cartographiques territoriales pour un système de gestion des risques : une modélisation numérique de la dynamique d'occupation des sols et du fleuve permettent de simuler les inondations. Parallèlement, la formation et l'information de la population améliore sa perception des risques. La population est réellement impliquée dans la mise en place de ce système de gestion des risques, notamment grâce à des réunions participatives et son attitude est devenue proactive.

#### **Des satellites pour le suivi des productions agricoles**

Didier Rigal, Responsable Développement Durable chez Spot Image indique que divers constats menacent la sécurité alimentaire du Sud : le réchauffement climatique et la modification de la pluviométrie entraînent des problèmes de disponibilité en eau, ce qui a un impact direct sur la physiologie des cultures et du cheptel; enfin la demande en énergie renouvelable qui va augmenter peut être une opportunité mais aussi un danger pour l'agriculture.

Deux projets de Spot Image visent à sécuriser l'alimentation mondiale. L'un, FARMSTAR, mené en collaboration avec EADS et ARVALIS, facilite le pilotage des cultures grâce à des données satellitaires ; l'autre, AGRIPAK au Pakistan, renforce l'aide à la décision du pays : par stratification du paysage et grâce à des statistiques de surface, l'État sait s'il vaut mieux pour lui importer ou exporter des céréales.

## Réactions de la salle

Suite aux interventions de Didier Rigal et d'Olivier Sénégas, le problème de la finalité des nouvelles technologies est soulevé : les technologies ne sont-elles pas seulement spectatrices des problèmes et incapables de les résoudre ?

Olivier Sénégas indique que les technologies couplées intégrées dans une démarche participative ont par exemple permis de sensibiliser les populations aux risques pour qu'elles adoptent une attitude de prévention. Les technologies répondent à des besoins qui émergent du terrain.

### Séance de travail

#### Comment favoriser le développement des marchés virtuels dans le Sud ?

La séance de travail est animée par Bernard Bachelier, directeur de FARM, Eric Pasquati, chargé d'étude chez FARM, et Alexandra Laurent et Irene Musselli spécialistes des produits de base à la CNUCED.

Y participent :

- Patrice Annequin, spécialiste en Marketing et système d'information de marché pour le Centre International de fertilité des sols et de développement agricole (IFDC)
- Edgardo Herbosa, directeur de la société b2bpricenow.com
- Thomas Oberthür, chercheur au Centre International d'Agriculture Tropical (CIAT)
- Norbert Niedhauser, responsable de la gestion de l'information au CIAT
- Mark Davies, directeur de Busylab

#### Les systèmes d'information de marchés électroniques dans le Sud

Eric Pasquati récapitule les caractéristiques de base des systèmes d'information de marché : il s'agit d'un moyen de transmission d'informations économiques stratégiques aux petits producteurs du Sud. Ses objectifs sont d'augmenter leur revenu en améliorant : leur pouvoir de négociation, la planification et la maîtrise de leur production ainsi que le choix des cultures selon la tendance des marchés. Il faut donc que ces systèmes diffusent une information fiable, pertinente et en temps opportun, à la base des décisions. Les informations échangées sont les prix des marchandises, des intrants, du transport, les normes, etc. Pour qu'un SIM soit efficace, l'information doit être régulièrement collectée, traitée, analysée et diffusée correctement. Eric Pasquati montre la diversité de ces systèmes au travers de différents exemples issus des différents continents.

- Infoshare au Cameroun a été créée par la CNUCED. Son partenariat avec l'Office National du Cacao et du Café lui permet de minimiser les coûts d'utilisation. Infoshare s'adresse aux producteurs de café et de cacao et utilise les recettes d'exportation pour financer la diffusion de l'information aux producteurs.
- TradeNet est un site Internet qui diffuse des informations sur les cours du marché et des offres de vente et d'achat via le téléphone portable. Des relais ruraux assurent l'accessibilité au système et il est possible de créer des groupes virtuels pour améliorer les relations commerciales.
- Echoupal en Inde transmet de l'information portant sur divers marchés dont celui des intrants agricoles et des informations météorologiques. Cette plateforme s'est associée à des institutions de micro-assurances pour proposer ces services indispensables pour l'activité agricole, facilement et de manière rentable.
- b2bpricenow.com permet l'achat en ligne et son partenariat avec des banques rurales, la « bancarisation » des agriculteurs les plus pauvres.
- Le système CinfO a pour objectif d'instaurer des filières de café de haute qualité en Colombie en favorisant les interactions. Elle vise à augmenter la valeur ajoutée des produits en les adaptant à la demande.

La mise à disposition de l'information est essentielle et comporte plusieurs enjeux.

- Il faut qu'elle soit pérenne, la solution étant d'organiser différents partenariats indispensables.
- Il faut qu'elle réponde aux différents besoins des producteurs en proposant différentes informations et services.
- Il faut faire face à des infrastructures limitées.

- Enfin, il faut qu'elle soit adaptée au contexte socio-culturel.

### **Une base de données au service des plus démunis**

Alexandra Laurent, spécialiste des produits de base à la CNUCED, explique que l'information de marché est asymétrique : certains n'en ont pas assez et d'autres en ont trop. L'information est par ailleurs partielle, payante et pas assez approfondie : elle manque, par exemple, d'historique ou d'objectivité. Infocomm de la CNUCED est un portail Internet international et Infoshare un outil local au Cameroun dont le but est de répondre à ces problèmes. Infoshare est une base de données partagée et gratuite adaptée aux besoins des producteurs. L'information y est transmise après collecte puis analysée, traitée et diffusée pour l'établissement de stratégies. Les informations diffusées sont à la fois quantitatives et qualitatives (prix import/export, coûts intermédiaires, courbes de tendance, pratiques culturelles, listes des acteurs, normes,...). La coopération avec l'entité publique assure la neutralité et permet l'appropriation du système par le gouvernement. Des formations pour l'utilisation et l'analyse des données sont dispensées. Le projet est en phase pilote au Cameroun et l'Office National du Cacao et du Café est son partenaire principal. Il est nécessaire que les ministères et les institutions locales soient fortement impliqués dans le projet pour qu'il fonctionne. La formation des utilisateurs est assurée par la CNUCED, la collecte, la saisie et l'analyse de l'information par l'ONCC.

### **Encourager le commerce régional dans le Sud grâce à un site internet**

Patrice Annequin, spécialiste en marketing et systèmes d'information de marché présente l'utilisation du site TradeNet pour le projet MISTOWA. Les marchés locaux font intervenir de multiples acteurs peu connectés entre eux, de faibles volumes de production et des produits variés. Ils manquent de transparence et les prix sont instables. Par conséquent, l'information est difficile à conserver. Beaucoup de SIM ont échoué par manque de partenariats, parce que leur modèle économique n'était pas durable ou parce qu'ils étaient destinés aux autorités et non aux producteurs directement. Il est donc nécessaire d'en avoir une approche nouvelle pour fournir des informations stables et en temps réel grâce au mobile et à Internet et décentralisées grâce au Peer-to-Peer. La base doit être la communauté, les filières, les groupements d'intérêt commercial. Le système doit être payant pour être durable et doit être orienté par rapport aux attentes des producteurs en informations et services distribués. Patrice Annequin affirme que le téléphone portable est une révolution pour l'Afrique, et notamment qu'il permet une personnalisation de l'information. Par ailleurs, sa couverture est très large et 60 % des Africains ont accès au téléphone portable. D'ici 2015, on prévoit d'ailleurs que 85 % de la population y aura accès. Malgré tout, ses applications restent pour l'instant limitées.

TradeNet répond à un vrai besoin et connaît un grand succès. Demain, il s'agira, grâce à cet outil, de mieux gérer les filières, de tracer les productions, de sauvegarder les transactions effectuées pour les analyser et enfin, d'évaluer les impacts d'un tel SIM à l'aide d'informations qui font aujourd'hui malheureusement défaut.

### **Séance de travail**

*Le but de la réflexion est d'apporter des réponses aux questions suivantes : « Comment favoriser le développement des marchés virtuels dans le Sud ? Comment concevoir les plateformes commerciales électroniques, les mettre en œuvre et les pérenniser ? »*

*Les quatre points de discussions ont les thèmes suivants :*

- Partenariats  
*animé par Edgardo Herbosa, directeur de la société b2bpricenow.com*
- Adaptation aux réalités locales  
*animé par Thomas Oberthür, chercheur au Centre International d'Agriculture Tropicale (CIAT)*
- Nature des services et informations proposés  
*animé par Alexandra Laurent spécialiste des produits de base à la CNUCED*
- Accessibilité et diffusion  
*animé par Patrice Annequin, spécialiste en Marketing et système d'information de marché pour le Centre International de fertilité des sols et de développement agricole (IFDC)*

### **Première restitution des conclusions :**

Pour conclure la séance de travail, la restitution des conclusions fut assurée par chacun des animateurs appelés tour à tour par Eric Pasquati à exposer les axes essentiels des points de

discussion. Toutes ces informations ont ensuite été organisées et résumées lors d'une restitution complète et synthétique, assurée en fin d'après midi par Eric Pasquati, Alexandra Laurant et Irene Musseli.

## Table ronde Téléphone portable et Internet : quelles applications pour les pays en voie de développement ?

*La table ronde est animée par Jean-Paul Hébrard, directeur de TV Agri.*

*Y participent :*

- Olivier Longué, directeur de Action Contre la Faim Espagne*
- Edgardo Herbosa, directeur de la société b2bpricenow.com*
- Thomas Oberthür, chercheur au Centre International d'Agriculture Tropicale (CIAT)*
- Norbert Niedhauser, responsable de la gestion de l'information au CIAT*
- Leon Van Mullekom, directeur général BASF Turquie*
- Patrice Annequin, spécialiste en Marketing et système d'information de marché pour le Centre International de fertilité des sols et de développement agricole (IFDC)*

### **L'appropriation des nouvelles technologies par le Sud**

Olivier Longué explique qu'Action Contre la Faim (ACF) est une ONG qui mène des actions pour répondre aux situations d'urgence mais aussi pour développer les capacités des pays en voie de développement. Aujourd'hui, il faut souligner l'indispensable nécessité de fournir l'information, et pour ce faire, choisir les meilleurs canaux de communication.

ACF, référence mondiale en nutrition, a besoin d'un diagnostic nutritionnel qui soit fiable, rapide et global pour sauver les vies des 30 millions de personnes dans le monde atteintes de malnutrition aiguë et donc en danger de mort. Un diagnostic initial très précoce est indispensable pour cerner les causes de la faim et les combattre, qu'elles soient liées à de mauvaises pratiques alimentaires, à des guerres ou à des conflits socioculturels. Au Lesotho, ACF a ainsi lancé un projet d'enquête nutritionnelle, traditionnellement menée sur papier, conduite à l'aide de technologies de l'information et de la communication telles que le PDA. L'analyse est ainsi réalisée en 10 jours au lieu de 7 mois auparavant, après centralisation rapide des données à Maseru la capitale. Le PDA permet de gagner du temps essentiellement parce que le personnel local y est très rapidement formé, garantissant une conduite autonome et locale de l'enquête. La zone géographique couverte est également plus large et permet une meilleure représentativité. Enfin, grâce au PDA, les enquêtes ont pu être beaucoup plus proches des réalités sociales et culturelles grâce à une meilleure prise en compte des spécificités locales et intégration de données.

### **S'affranchir des services bancaires grâce à une place de marché virtuelle**

Les agriculteurs et pêcheurs philippins rencontrent différents problèmes : ils ne savent pas quoi produire, à quel prix ni où le vendre. Ils n'ont pas accès à des services financiers et vendent leurs productions par des transactions non sécurisées. Le site b2bpricenow.com diffuse les cours des marchés et des offres de ventes afin que les producteurs philippins puissent mieux répondre aux attentes du marché et vendre à meilleur prix. Il fait intervenir les commerces électroniques et mobiles qui utilisent respectivement Internet et le téléphone portable. Les agriculteurs peuvent assurer tout le processus de la vente par ces biais et recevoir leur argent sur leur mobile en étant avertis par un SMS. Ils peuvent ensuite utiliser cet argent grâce à une carte de crédit fournie par le système. De tels transferts sont possibles grâce aux coopératives qui disposent de comptes auprès de la Landbank des Philippines et qui reçoivent d'abord l'argent sur leur compte avant de le redistribuer aux agriculteurs via le site Internet. Le partenariat établi avec la Landbank est particulièrement stratégique puisqu'il permet non seulement de dispenser des services financiers mais aussi d'atteindre facilement un nombre significatif d'agriculteurs et pêcheurs. Des clients ne disposant pas de comptes à la Landbank peuvent toutefois régler via le système de b2bpricenow.com à condition que leur banque possède un compte chez la Landbank.

### **Connecter les acteurs mondiaux d'une filière pour la différenciation des productions : le projet DAPA du CIAT**

Thomas Oberthür explique, en s'appuyant sur une enquête, que les produits différenciés capturent une grande proportion de la valeur et représentent un faible volume des biens vendus au sein de la grande distribution. Ils font l'objet d'une demande forte et il est donc intéressant de développer leur production dans les pays en voie de développement. La différenciation des produits est liée à leurs caractéristiques inhérentes (qualités de la matière première et du processus de transformation) ou à des attributs de symbolisation tels que l'origine, l'existence d'une liaison directe entre producteurs et acheteurs, des labels de qualité, etc. Pour différencier les produits, on peut donc agir sur ses caractéristiques inhérentes ou sur ses attributs symboliques. Dans le premier cas, il s'agit d'analyser les impacts de la conduite des cultures, des caractéristiques environnementales de la parcelle et surtout, du processus de transformation. Dans le deuxième cas, il s'agit de mettre en œuvre des systèmes de traçabilité, de garder et de mettre en avant les spécificités des productions. Pour ces mécanismes, les systèmes d'information sont indispensables. En Colombie, pour faire face à des cours de prix décroissants, le CIAT a tenté de promouvoir des productions de café de grande qualité rémunératrices qui répondent à des attentes bien précises des consommateurs de café, pour rehausser durablement le revenu des producteurs. Ainsi, le CIAT a aidé les agriculteurs à instaurer la récolte sélective et à transformer leur café de manière à ce que ses caractéristiques correspondent aux goûts des consommateurs dont les exploitants colombiens ignorent tout. Parallèlement, un site Internet, CinfO, met en ligne les caractéristiques spécifiques des productions des fermes participant au projet à disposition des torréfacteurs du monde entier pour mettre en place de nouvelles filières. Tous les acteurs de la chaîne sont reliés au système central CinfO grâce à Internet et les agriculteurs peuvent y accéder, sur le terrain, grâce au PDA ou aux SMS. L'interface du PDA a été définie après enquête auprès des producteurs leur demandant comment ils l'imaginaient. Le projet a permis de sensibiliser les agriculteurs au fait que leur revenu dépend plus de la qualité que de la quantité.

### **Répondre aux exigences du marché grâce à un outil de gestion basé sur Internet**

En 2005, une maladie a touché les vignes turques et les producteurs n'ont pas pu exporter leurs raisins à cause d'une quantité de résidus ou MRL (*Maximum Residue Limit*) excédant les normes internationales, bien qu'il fût prouvé que le dépassement du MRL n'est pas dangereux pour l'Homme. Par manque de connaissances, les producteurs appliquent mal les pesticides. Pour remédier au problème, BASF a mis en place un système destiné aux agriculteurs qui permet de mieux gérer les cultures et leur protection. Il établit également la traçabilité du raisin pour rassurer les consommateurs. C'est une société de services de l'information indépendante qui a mis ce système en place : il est accessible par Internet partout dans le monde et en plusieurs langues par tous les agents de la filière et les consommateurs. La saisie de données peut s'y faire par téléphone mobile ou PDA directement sur le terrain. Dans le cadre du projet, BASF forme également les agriculteurs et travaille en collaboration avec des conseillers techniques locaux. Ce système a connu un franc succès puisqu'en 2007, la rémunération des participants au projet a augmenté de 30 à 50 % et la quantité de produit pulvérisé a significativement diminué.

### **Accéder à l'information de marché en zone rurale**

En Afrique de l'Ouest, le commerce intra-régional est très limité malgré un gros potentiel. Le projet MISTOWA mené en Afrique de l'Ouest vise à augmenter ce commerce intra-régional en développant des systèmes d'information de marché (SIM) à l'aide des TIC, des médias et par l'implication du secteur privé. Il faut développer la communication et la publicité autour des SIM qui manquent traditionnellement. Il est également très bénéfique de disposer d'un personnel spécialisé et dédié. Le projet MISTOWA a utilisé la plateforme TradeNet et s'est chargé d'équiper les campagnes en kiosques ruraux (les points d'information agricoles) ainsi que de former les agents de ces kiosques, véritables intermédiaires entre les agriculteurs et la technologie. Pour les productions de niches, les technologies de l'information et de la communication sont particulièrement indispensables afin que les acteurs de la filière puissent gérer l'offre et la demande. ASNAAP (*Agribusiness in Sustainable Natural African Plant Products*), un système d'information de marché pour les épices et plantes médicinales comme le Griffonia et le Voacancia en Afrique de l'Ouest, a ainsi pu être établi.

### **Restitution des conclusions de la séance de travail:**

*Les conclusions de chaque point ont été restituées en salle plénière par Eric Pasquati, chargé d'étude chez FARM, et Alexandra Laurent et Irene Musselli, spécialistes des produits de base à la CNUCED.*

### Partenariats

La réflexion s'est portée sur les avantages des partenariats, qu'ils soient uniquement privés, publics ou les deux à la fois.

Mettre en avant un système totalement privé permet de réduire les coûts, d'augmenter la croissance et l'efficacité. Des partenariats mélangés permettent de ne pas frustrer l'initiative privée et assurent l'indépendance et la complémentarité des acteurs du système. Il est, dans ce cas, important de choisir les bons interlocuteurs pour mieux répondre aux besoins.

Les partenariats publics sont très importants car ils garantissent la transparence des systèmes, adaptés aux spécificités locales et concernent différentes échelles.

### Accessibilité et diffusion

La diffusion est restreinte sur le terrain et la pénétration sociale des technologies pose problème. Il faut que les nouvelles technologies soient associées aux technologies traditionnelles et qu'elles s'appuient sur les réseaux pré-existants pour relayer l'information et former des acteurs actifs au sein de la communauté, qui peuvent, par la suite, assurer la liaison au système.

### Nature des services et informations

Le prix est la première information recherchée mais il est très important de donner également les coûts intermédiaires. Des informations sur les volumes et les standards de qualité ainsi que l'échange de conseils agronomiques sont également d'un grand intérêt. L'important est la qualité et la pertinence des informations : il faut les lier aux besoins.

Les clés du succès sont la réactivité, les relais et une formation des utilisateurs : il est indispensable que les petits producteurs connaissent les coûts intermédiaires pour pouvoir être plus compétitifs.

### Adaptation au contexte socio-économique

Il est nécessaire de réfléchir aux antagonismes entre augmentation des revenus et réduction de la pauvreté : il faut s'assurer que l'on ne procède pas à un simple transfert de technologies sans les adapter aux conditions et besoins locaux. Les populations doivent s'approprier le système pour la construction et le renforcement des compétences locales.

Les solutions proposées sont d'évaluer, d'analyser et de s'adapter aux besoins et partir de ce qui existe déjà pour ne pas tout reconstruire inutilement. Il faut développer les techniques de manière participative et encourager le rôle des organisations paysannes.

En conclusion, Irene Musselli a insisté sur l'importance de fournir des méthodologies pour accompagner ces systèmes et pour l'utilisation et l'appropriation de l'information fournie. Trois points sont indispensables pour un développement durable des SIM : la technologie, le relais des informations et le développement des compétences. Irene Musselli les compare à une voiture qui avance : les outils technologiques sont une voiture qui a besoin d'une route ou relais et de carburant (les formations) pour avancer. Le canal humain est un relais à ne surtout pas négliger. Enfin il faut que ces technologies soient un moyen d'inclusion sociale et bien veiller à ce qu'elles ne génèrent pas d'avantage d'exclusion.

## **Comment favoriser le développement des partenariats ?**

### **Signature officielle du protocole de création de l'Institut Europe Afrique**

*Y participent :*

- *André Loechel, Président de la Fondation des Territoires de Demain*
- *Ibrahim Gueye, représentant l'Institut Europe Afrique*
- *Laura Garcia Victoria, Présidente d'ARENOTECH, directrice scientifique de la Fondation Territoires de Demain*
- *Alain Ponroy, vice président de l'AINAF ( l'Association d'Initiatives Numériques pour la gestion Administrative et Financière)*
- *Monsieur Ndiobo Diene, Conseiller Technique de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage du Sénégal*
- *Madame Dia, représentant le Consul du Sénégal*
- *Eric Labonne, président de l'AINAF*
- *Mamadou Diop, président de l'ISEGI CESMI*
- *Monsieur le Député des Sénégalais de l'extérieur représentant Monsieur Alelo, président de l'association des élus locaux du Sénégal*

La création de l'Institut Europe Afrique symbolise la volonté de développer des jumelages numériques de la part de la République du Sénégal et de plusieurs organisations ayant travaillé en synergie (Associations des Elus Locaux du Sénégal, Réseau Européen des Villes Numériques, ARENOTECH, ISEG/CESMI et l'Association d'Initiatives Numériques pour la gestion Administrative et Financière). L'accès aux nouvelles technologies devient aujourd'hui indispensable au Sénégal pour la législation de leurs organisations, la numérisation de l'État civil ou encore la création de réseaux africains de villes numériques pour une mutualisation et une cohérence des identités numérisées.

Pour clôturer la journée, un contrat de partenariat a ainsi été signé entre l'association Territories of Tomorrow, l'Institut Europe Afrique et des représentants du gouvernement sénégalais pour appuyer notamment la numérisation de l'état civil au Sénégal et la création de centres de solidarités numériques pour la vulgarisation des TIC dans les communes et communautés rurales du Sénégal.